

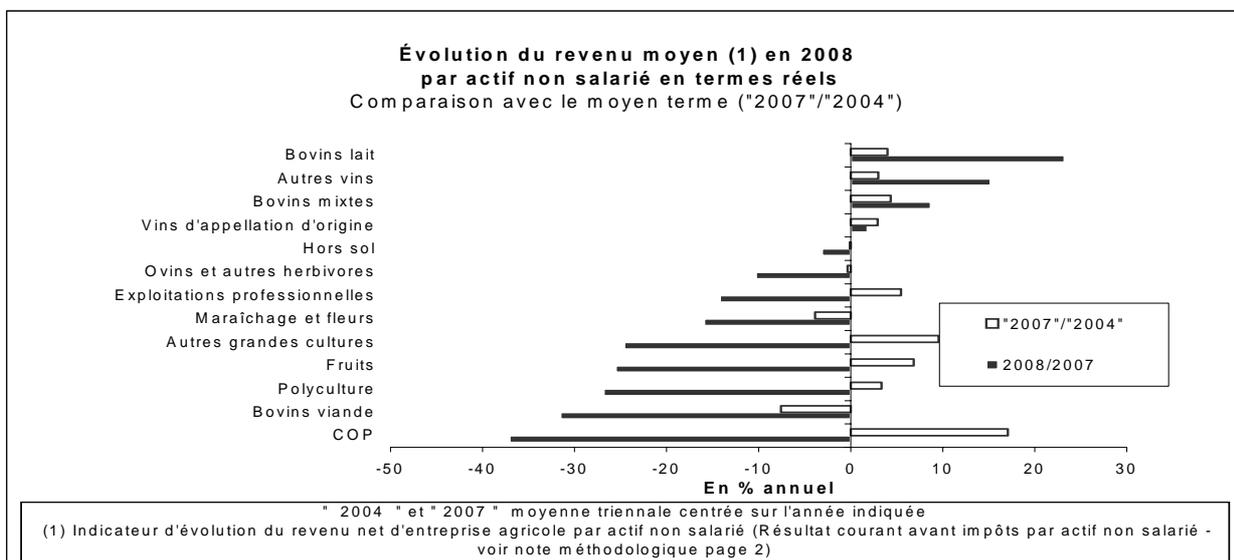
LES COMPTES PRÉVISIONNELS PAR CATÉGORIE D'EXPLOITATIONS POUR 2008

En 2008, le revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié de l'ensemble de la branche agriculture diminuerait de 15 % en termes réels. Pour les exploitations agricoles professionnelles en France métropolitaine la baisse serait de 14 %. L'année 2008 se caractérise par la forte croissance des coûts de production, liée à l'envolée des cours des céréales et des produits pétroliers intervenue en 2007 et au début de 2008. Cette hausse, parfois associée à un recul des prix ou des volumes de la production, pèse sur le revenu de l'ensemble des exploitations.

Le renchérissement du coût des consommations intermédiaires (engrais, semences, énergie et produits de protection des cultures) a un impact négatif sur le revenu des exploitations tournées vers les productions végétales. Dans les exploitations de grandes cultures cet effet est accentué par la baisse de la valeur de la production. En effet, la hausse des récoltes de céréales et d'oléagineux, consécutive à la suppression de la jachère obligatoire, ne compense pas la nette dépréciation des prix. Dans ces conditions, le revenu des exploitations spécialisées en céréales, oléagineux et protéagineux chute de 37 %. Le recul est un peu moins prononcé pour les autres exploitations de grandes cultures (- 25 %), confrontées à la baisse des rendements de la betterave et de la pomme de terre. Affectées par les aléas climatiques du printemps et de l'été qui ont perturbé la campagne des fruits et légumes d'été, les exploitations fruitières et horticolas voient leur revenu diminuer respectivement de - 26 % et de - 16 %.

Pour les exploitations d'élevage, la hausse accusée du prix des aliments composés entraîne une forte augmentation des dépenses d'approvisionnement. A l'exception des veaux, les productions animales affichent des prix en hausse. Le volume de la production est en léger retrait dans les exploitations spécialisées en bovins viande et poursuit sa lente érosion dans les exploitations ovines. Sous le poids des charges, le revenu s'inscrit en net recul dans ces deux orientations : - 32 % pour les éleveurs de bovins viande, - 10 % pour les éleveurs d'ovins. En revanche, la hausse de la collecte laitière, dans un contexte favorable de hausse des prix en moyenne sur l'année, se traduit par l'augmentation en valeur de la production. Cette augmentation compense largement celle des coûts de production. Le revenu des éleveurs laitiers s'accroît donc de 23 %. Globalement le revenu des exploitations d'élevage hors sol enregistre un léger repli (- 3 %). La production de porc et de volailles se stabilise en volume. Les cours du porc se redressent et les prix des volailles augmentent sensiblement. Mais la hausse des prix des produits de l'élevage hors sol est entièrement absorbée par la hausse des prix des aliments.

Dans l'ensemble, la situation des exploitations viticoles continue à s'améliorer. Excepté pour le champagne, les vendanges sont inférieures à celles de 2007 déjà peu élevées. En début de campagne 2008-2009, les stocks sont réduits. Les prix, en particulier des vins de table et de pays, sont en nette hausse. Dans ce contexte, le revenu des exploitations de viticulture courante continue à se redresser (+ 15 %). Celui des exploitations de viticulture d'appellation évolue beaucoup plus modérément : + 2 %.



Méthodologie des comptes par catégorie d'exploitations

Les comptes par catégorie d'exploitations détaillent les comptes annuels de l'agriculture selon les principales orientations de production. Ils sont établis sur **le champ des exploitations agricoles métropolitaines professionnelles**. Par rapport au champ couvert par le compte national, sont donc exclues d'une part les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA), d'autre part les exploitations des DOM et les exploitations non professionnelles.

Ils ont pour objectif de mesurer l'impact de la conjoncture sur la formation du revenu dans les diverses catégories d'exploitations agricoles. Ils permettent également une première approche macro-économique des disparités de revenu entre orientations de production (OTEX).

Jusqu'en 2006, les comptes par catégorie d'exploitations ont été établis par répartition du compte national de la branche agriculture. Avec le découplage total ou partiel des aides directes du premier pilier introduit en 2006, les données nécessaires pour la répartition de cette part importante des subventions ne sont plus disponibles. Cette difficulté a conduit à réformer le mode de calcul des comptes par catégorie d'exploitations. La nouvelle méthode repose désormais totalement sur le réseau d'information comptable agricole (RICA).

Le revenu net d'entreprise agricole (RNEA) retenu comme indicateur des comptes macro-économiques de l'agriculture est très proche dans sa définition du résultat courant avant impôts (RCAI) calculé dans le cadre du RICA. Les évolutions annuelles constatées au niveau national sont très voisines. Les écarts peuvent être dus à deux raisons principales :

- la différence de champ : branche agriculture y compris DOM pour le compte national, exploitations agricoles professionnelles pour la France métropolitaine pour le RICA,
- dans certains cas le mode de valorisation des stocks.

Il a donc été décidé d'utiliser directement le RICA pour construire les comptes par catégorie d'exploitations et de **retenir le RCAI par Utans de cette opération comme indicateur d'évolution du RNEA par catégorie d'exploitations**. Les résultats du RICA observés constituent donc la référence historique pour les évolutions du revenu agricole par catégorie d'exploitations. Pour l'année en cours les résultats du RICA ne sont pas disponibles. Il est donc nécessaire d'actualiser les résultats à l'année, ce qui revient à calculer un RCAI prévisionnel pour le RICA, indicateur de l'évolution du RNEA de l'année en cours.

Le calcul des résultats prévisionnels du RICA est réalisé selon la même technique que les comptes prévisionnels, en utilisant les mêmes indicateurs conjoncturels que dans le compte national pour estimer les évolutions de chacune des composantes du RCAI. Ces indicateurs sont estimés au niveau de nomenclature le plus fin possible. Ils sont appliqués aux données individuelles du RICA de l'année précédente. Le RCAI prévisionnel est calculé au niveau de l'exploitation comme étant le solde des différentes composantes estimées au niveau fin. Les données agrégées par OTEX au niveau national sont calculées en appliquant les derniers coefficients d'extrapolation disponibles c'est à dire ceux de l'année n-1.

Grandes cultures

Bonnes récoltes mais forte baisse des prix

En 2008, le revenu par actif non salarié des exploitations professionnelles de grandes cultures marque un très net recul : - 37 % pour les exploitations spécialisées en céréales, oléagineux et protéagineux (COP) et - 25 % pour les autres exploitations de grandes cultures.

Les récoltes ont été bonnes. Le volume global des moissons céréalières progresse de 18 % par rapport au faible niveau de 2007. Les surfaces cultivées augmentent en raison, notamment, de la remise en culture des jachères après la suppression du gel obligatoire en 2008. De ce fait, et grâce à des rendements en hausse, la récolte d'orge bondit de 29 % par rapport à 2007. La moisson de blé tendre s'accroît de 20 %. En revanche, les rendements de maïs, très élevés en 2007, faiblissent un peu cette année. L'augmentation du volume de la production est donc plus limitée (+ 9 %) et uniquement due à l'augmentation des surfaces : Contrairement aux autres céréales, les superficies en blé dur diminuent. La récolte progresse tout de même de 7 % grâce à la hausse des rendements.

Le volume de la production d'oléagineux augmente de 7 % par rapport à 2007, déjà en hausse, et de 12 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. L'accroissement des surfaces en tournesol entraîne une remontée sensible de la production. Pour le colza, l'amélioration des rendements est à l'origine de la hausse des volumes produits alors que les superficies se réduisent. Dans un contexte de réduction des surfaces, les volumes de protéagineux, en particulier de pois, s'inscrivent en net recul (- 10 % en 2008) pour la quatrième année consécutive. Des conditions climatiques défavorables durant l'été ont affecté les rendements de la betterave et de la pomme de terre de conservation. Ainsi la production de betteraves industrielles fléchit de 10 % sur des surfaces fortement réduites. La récolte de pommes de terre se replie globalement de 7 %.

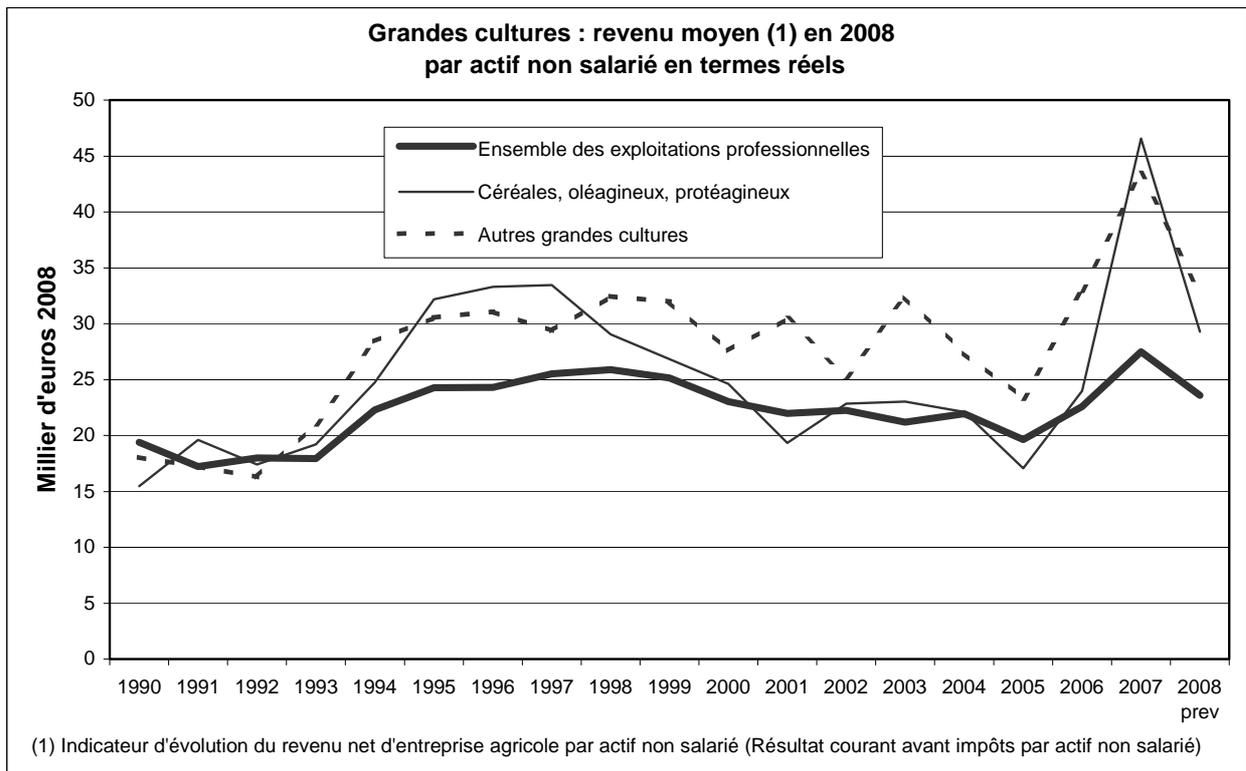
Après la flambée de 2007, les prix des céréales chutent globalement de 22 % en 2008. En effet, grâce aux récoltes plus

abondantes, le bilan mondial est excédentaire. Les stocks mondiaux devraient se reconstituer sauf pour le maïs. Toutefois, les cours des céréales sont désormais influencés par la spéculation financière et le marché de l'énergie, ce qui accroît leur volatilité. Dans ce contexte, l'importante récolte ukrainienne de blé fourrager pèse sur les prix du blé tendre et du maïs qu'il concurrence dans l'alimentation animale. En France, le prix du blé tendre reflue de 20 %, celui du maïs de 38 %. Les prix des oléagineux diminuent de 16 %, influencés par les cours mondiaux. Le prix du tournesol s'affaisse de 30 % face à la progression des disponibilités en Europe et dans les pays de la mer Noire. Celui du colza fléchit de 10 %. Le prix de la betterave continue à baisser (- 4 % en 2008), du fait de la réforme du marché communautaire du sucre. Celui de la pomme de terre progresse de 16 % après la forte baisse de 2007.

Les charges d'approvisionnement (engrais, produits de protection des cultures, semences, carburants et lubrifiants) augmentent de 20 % en valeur. Les quantités d'engrais achetées progressent en liaison avec l'augmentation des surfaces. Leurs prix qui répercutent, pour partie, l'envolée des cours des produits pétroliers, affichent une hausse de 26 %. Les charges en produits de protection des cultures augmentent essentiellement du fait des volumes achetés. Par contre, l'augmentation des dépenses en semences et en carburants et lubrifiants résultent de la hausse de leurs prix.

Cet accroissement des coûts de production conjugué avec les mouvements baissiers des prix explique la sensible diminution du revenu des exploitations de grandes cultures.

En forte baisse par rapport au niveau historiquement le plus élevé atteint en 2007, le revenu des exploitations de grandes cultures demeure cependant supérieur de 14 % à la moyenne des années 2003 à 2005. Il excède de 39 % le niveau de revenu de la moyenne de l'ensemble des exploitations professionnelles.



Maraîchage et fleurs

Poursuite de la baisse tendancielle du revenu

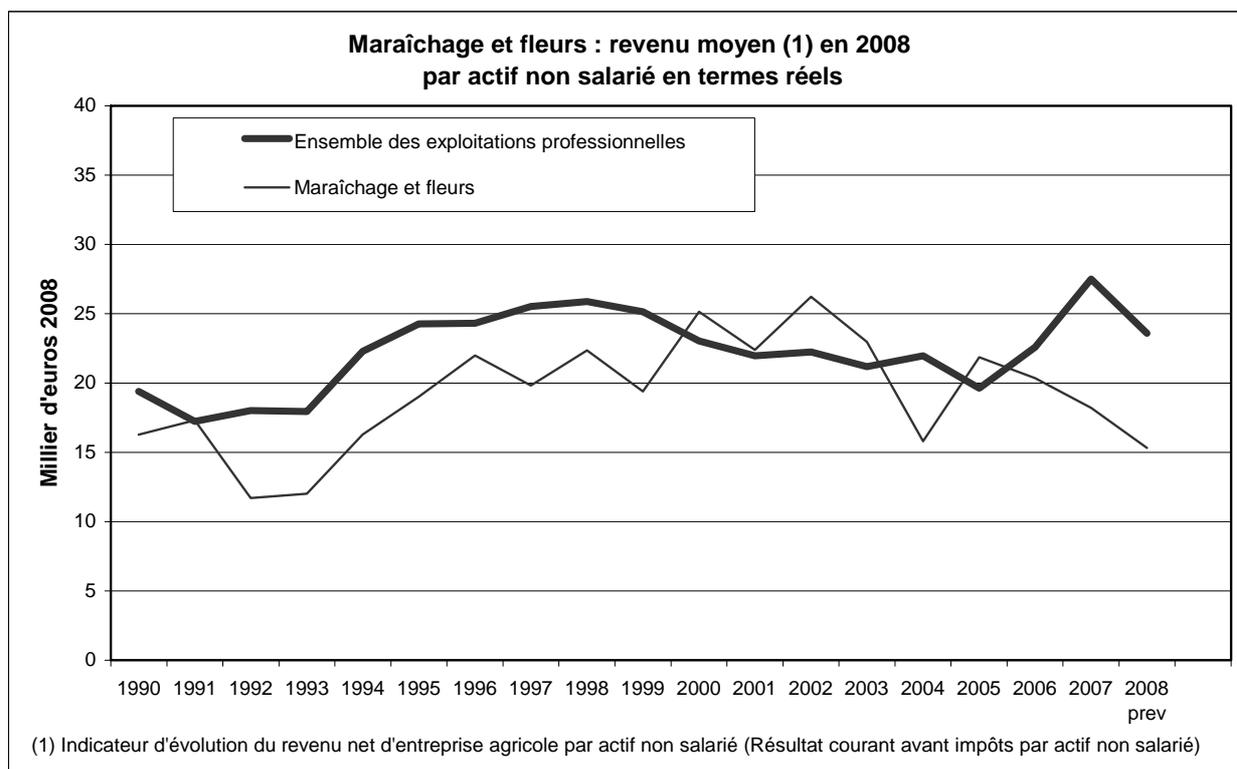
Le revenu par actif non salarié des exploitations productrices de légumes et de fleurs s'inscrit dans la baisse tendancielle amorcée en 2002, et recule de 16 % en 2008. Mais il convient de noter qu'au sein de cette orientation, les situations selon les différents légumes peuvent être très variables.

Globalement, le volume de la production de légumes s'est maintenu en 2008. Il a toutefois été inférieur à la moyenne des années 2003-2007. Mais les prix de l'ensemble des légumes se replient de 2 %. L'absence de temps chaud a limité la demande de légumes d'été souvent concurrencés par les produits espagnols et marocains. Les prix de la courgette accusent une baisse sensible (- 15 %) malgré une récolte moins abondante. Pour les artichauts et les tomates, la légère hausse des volumes ne compense pas le recul des prix. La production en valeur de ces produits baisse respectivement de 10 % et de 3 %. La situation est plus favorable pour les légumes d'hiver. Avec des volumes et des prix en hausse, la production en valeur des carottes s'accroît de 19 %. La bonne tenue des prix du chou-fleur

(+ 8 %) compense presque totalement la baisse des récoltes. Par contre, les prix des poireaux, en retrait de 10 %, entraînent une baisse du même ordre de la valeur de la production.

Les charges d'approvisionnement augmentent globalement de 12 % en valeur. Cet accroissement des charges provient en grande partie du renchérissement du coût des engrais, dont les prix progressent de 26 %, et des semences. La hausse de prix de l'énergie pèse aussi sur les coûts, notamment pour les productions sous abri.

En progression quasi-continue entre 1993 et 2001, l'évolution du revenu des exploitations horticoles est mal orientée depuis six ans : - 4 % en moyenne annuelle. Son niveau moyen est peu différent de celui observé au début des années 1990. Il représentait alors 83 % du revenu moyen de l'ensemble des exploitations professionnelles. Il en représente 73 % aujourd'hui.



Viticulture

Faibles récoltes mais prix en hausse

En 2008 le volume de la production de vins d'appellation se replie dans l'ensemble de 2 %. Les volumes de vins de champagne progressent (+ 1 %), mais beaucoup moins rapidement qu'en 2007. Ceux des autres vins d'appellation reculent à nouveau sensiblement (- 4 % en 2008 après - 3 % en 2007). Les vins de qualité courante affichent, quant à eux, une récolte en retrait de 4 % par rapport à 2007, déjà en fort recul. Des conditions météorologiques défavorables (gel au printemps, orages de grêle, mois de septembre pluvieux) sont à l'origine de cette situation. De plus, de nombreux arrachages ont été effectués en Languedoc-Roussillon et dans le Sud-Ouest.

En début de campagne 2008-2009 les stocks sont en nette diminution. Compte-tenu de la baisse des vendanges, les disponibilités totales sont réduites.

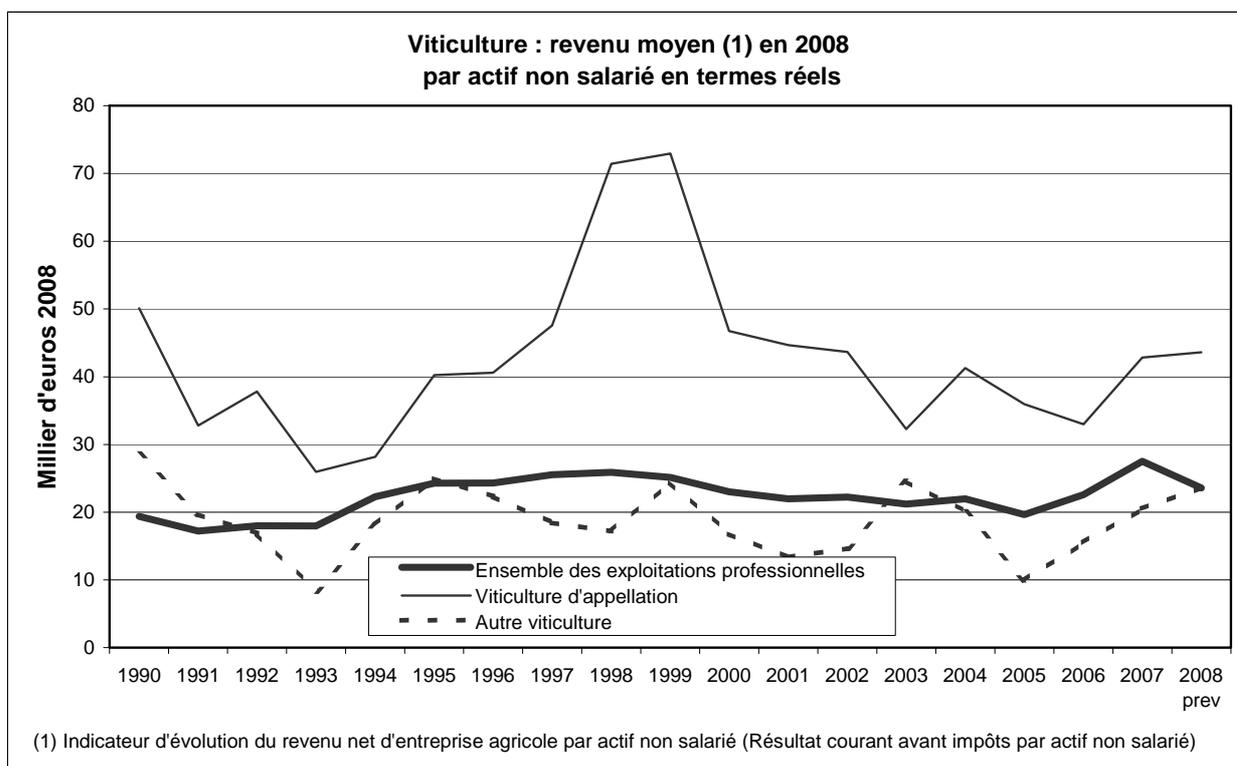
Les prix sont donc globalement en hausse. Sur l'ensemble de la campagne, ceux des vins d'appellation autres que le champagne progresseraient de 8 %, poursuivant la reprise amorcée en 2006. Les prix des vins de table et

de pays croîtraient fortement pour la deuxième année consécutive : + 17 % en 2008 après + 20 % en 2007.

Les charges d'approvisionnements sont impactées par la hausse des produits de protection des cultures, en particulier des fongicides. Elles augmentent de 7 % en viticulture d'appellation et de 13 % en autre viticulture.

Dans ce contexte, le revenu des exploitations de viticulture courante, en hausse de 15 % en 2008, continue à se redresser. Celui des exploitations de viticulture d'appellation évolue beaucoup plus modérément : + 2 %.

Le revenu des exploitations viticoles retrouve un niveau un peu supérieur à celui de 2004. Sur moyenne période, il augmente de 3 % en moyenne annuelle depuis cinq ans. Le niveau moyen de revenu des exploitations de viticulture d'appellation dépasse nettement celui de l'ensemble des exploitations professionnelles. En revanche, il est inférieur de 19 % à ce même niveau en viticulture courante.



Arboriculture fruitière

Petites récoltes, fortes hausses de prix

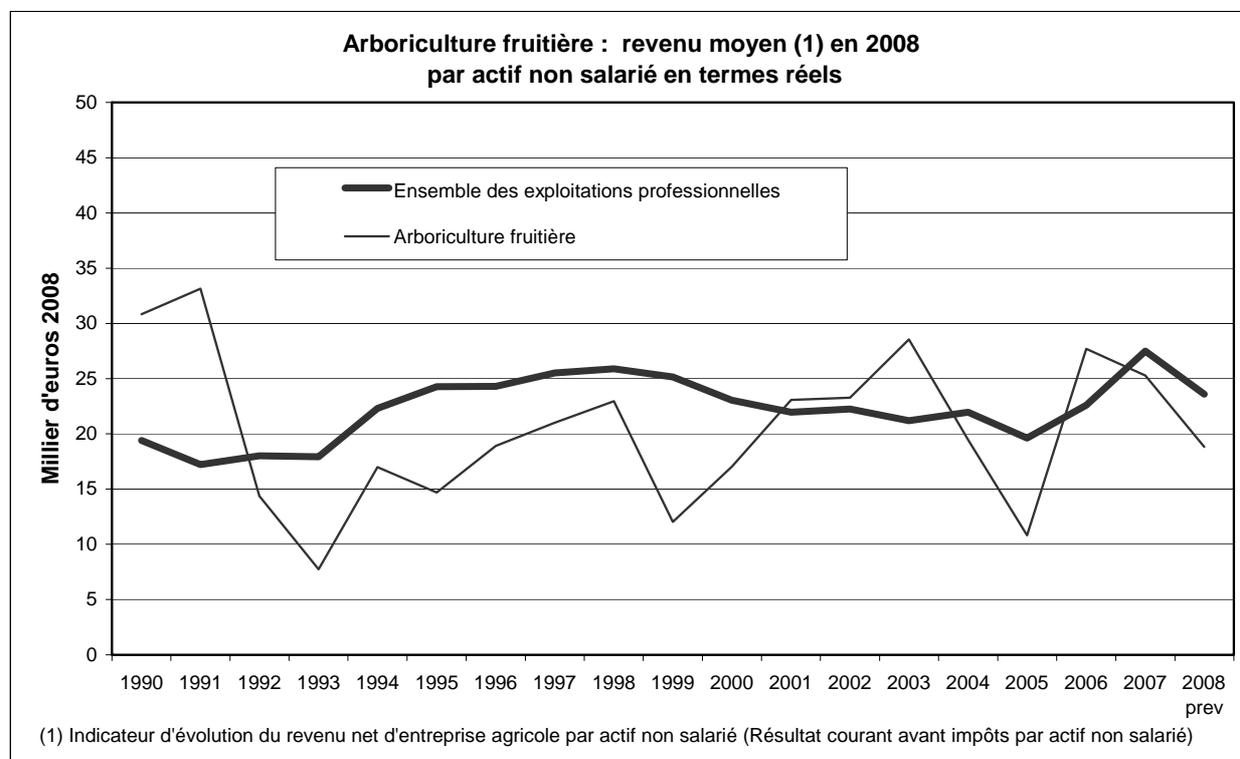
Le revenu par actif non salarié des exploitations fruitières fléchit nettement en 2008 : - 26 %. Cette situation est la conséquence de la forte hausse des coûts de production alors que, globalement, la hausse des prix ne fait que compenser la baisse des volumes produits.

La récolte est faible pour une majorité d'espèces. Les aléas climatiques ont eu un impact important sur la campagne des fruits d'été. Le froid du printemps et les intempéries de l'été 2008 ont affecté la production d'abricots, de pêches et de prunes dont les volumes reculent respectivement de 33 %, 22 % et 10 % par rapport à 2007, mais avec des prix en forte hausse. Avec un verger en réduction, la récolte de poires décline de 21 % et s'écoule à des prix élevés (+ 36 %). La production de pommes recule moins vivement (- 6 %) mais la relative faiblesse des prix ne

compense pas la perte en volume. La situation est nettement dégradée pour la cerise, très affectée par les pluies de juin. Les quantités produites fléchissent de 9 %, mais contrairement aux autres espèces les prix baissent en moyenne sur la campagne de production.

Les charges d'approvisionnement augmentent de 13 % en valeur, essentiellement du fait des engrais et des produits de protection des cultures.

Ainsi, la quasi-stabilité de la valeur de la production conjuguée à la hausse des coûts des consommations intermédiaires aboutit à un net recul du revenu. Celui-ci baisse de 6 % en moyenne annuelle depuis 2006 qui était une année très favorable.



Élevage bovin

Situation difficile en bovins viande, embellie sur la plus grande partie de l'année pour l'élevage laitier

En 2008, le revenu par actif non salarié des exploitations professionnelles spécialisées en bovins viande continue à se dégrader : - 32 % après - 29 % l'année précédente. En revanche, celui des exploitations spécialisées en bovins lait, dont la hausse s'accroît, progresse de 23 %.

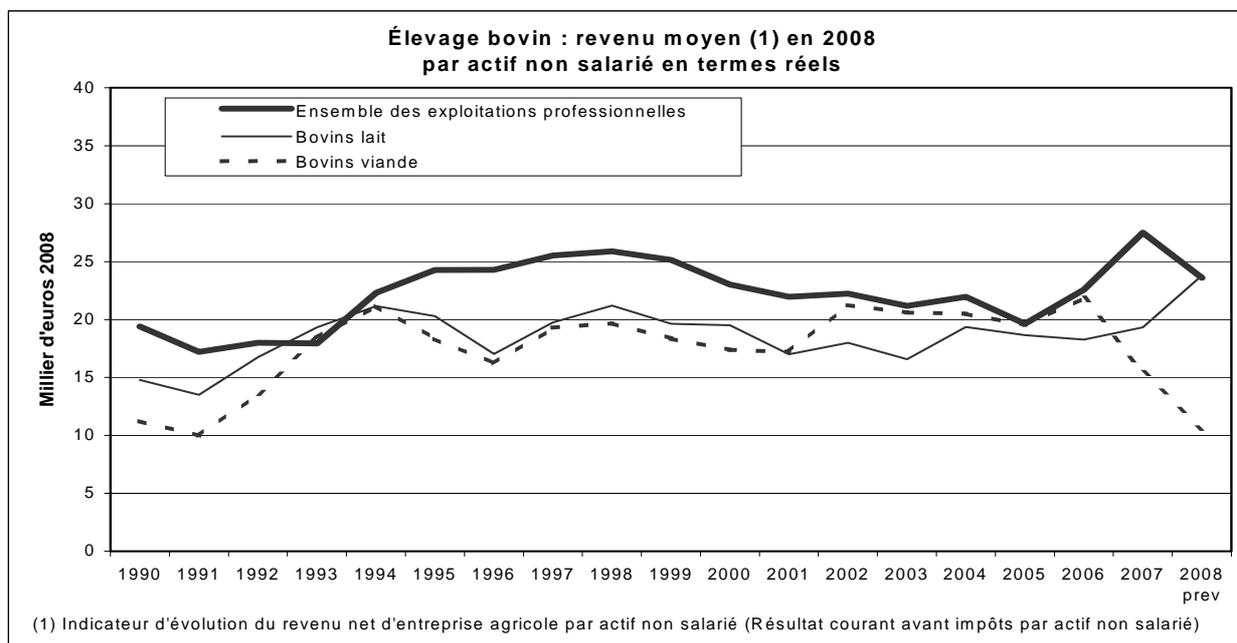
Le volume de production de veaux de boucherie augmente de 5 %. Par contre, la production de gros bovins, perturbée au premier semestre par l'extension de la fièvre catarrhale ovine, recule légèrement. La réduction du cheptel laitier s'interrompt. En effet, dans un contexte favorable de hausse des prix du lait au premier semestre, les éleveurs retardent l'abattage des vaches de réforme afin d'accroître la production.

En dépit de la baisse marquée au quatrième trimestre, le prix du lait augmente de 18 % en moyenne sur l'ensemble de l'année. La reprise amorcée en 2007 s'est intensifiée au premier semestre de 2008. La hausse a ralenti ensuite, en liaison avec la forte baisse des prix du beurre et des poudres de lait.

Les prix du veau se replient de 5 % après une hausse sensible en 2007. Ils ont chuté sur les neuf premiers mois de 2008, en raison de la faiblesse de la demande puis se sont raffermis ensuite grâce à la limitation de l'offre. A l'inverse, l'offre étant moindre, les cours des gros bovins, qui s'étaient repliés en 2007 progressent de 3 % cette année.

Les charges d'approvisionnement enregistrent une hausse marquée : + 22 % dans les exploitations laitières et + 17 % pour celles spécialisées en bovins viande. Cet accroissement des charges résulte de la hausse du coût de l'alimentation animale. En effet, la flambée des prix des céréales intervenue en 2007 est répercutée pour partie en 2008 sur les prix des aliments composés. Ceux destinés aux gros bovins augmentent ainsi de 17 %. La hausse des quantités achetées accentue la progression des dépenses en valeur (+ 28 %).

Les exploitations spécialisées en bovins viande voient donc leur revenu chuter fortement pour la deuxième année consécutive. Ce dernier atteint un niveau historiquement bas, proche de celui du début des années 1990. En moyenne pour l'année 2008, la situation est plus favorable pour les exploitations laitières. Sur moyenne période, leur revenu est légèrement orienté à la hausse : + 4 % en moyenne annuelle depuis le point bas de 2003. Dans ces deux spécialisations, le revenu demeure nettement plus faible que celui de la moyenne de l'ensemble des exploitations professionnelles. Tout comme au début des années 1990 il est inférieur de 17 % à cette moyenne pour les exploitations laitières et de 35 % pour celles spécialisées en bovins viande.



Élevage ovin et autres herbivores

Encore une année difficile

Le revenu par actif non salarié des exploitations d'élevage d'ovins et autres herbivores affiche un nouveau recul en 2008 : - 10 %, après - 12 % en 2007.

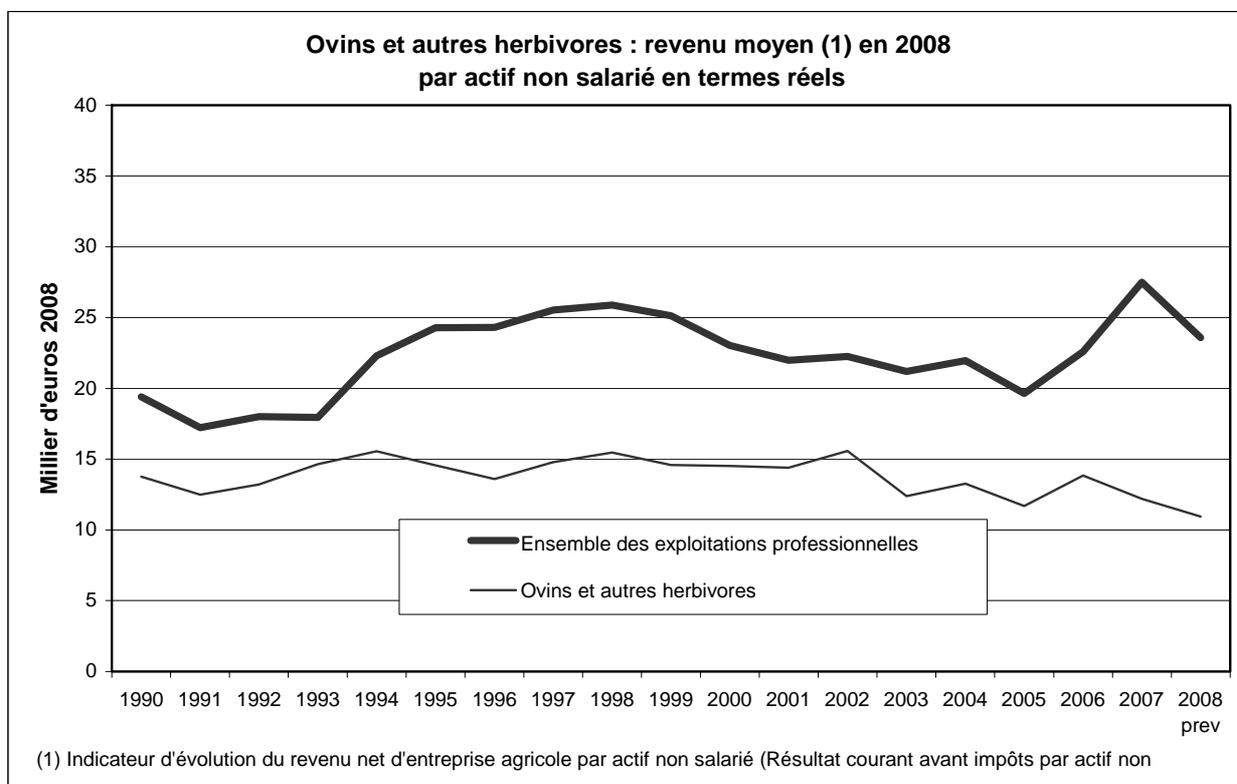
Le volume de la production ovine est en baisse de 5 % par rapport à 2007 et de 10 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Face à la baisse de la consommation, la décapitalisation du cheptel se renforce. Les abattages d'animaux de réforme sont plus nombreux. A l'opposé, les abattages d'agneaux diminuent sensiblement.

Les exportations de viande ovine avaient bénéficié en 2007 des difficultés de certains pays, liées à la fièvre aphteuse. Elles régressent en 2008.

Les prix sont fermes sur l'ensemble de la campagne, mais ne compensent pas les difficultés de la filière. Ils montent de 4 % par rapport à 2007.

Le coût de l'alimentation animale, en particulier des aliments composés, augmente fortement, du fait de la hausse des prix des matières premières entrant dans leur composition. En conséquence les charges d'approvisionnement progressent sensiblement en valeur (+ 17 %).

Tendanciellement orienté à la baisse depuis 2002 le revenu des exploitations ovines atteint de nouveau un point historiquement bas en 2008. Son niveau représentait 72 % du revenu moyen des exploitations professionnelles au début des années 1990 ; il est égal à 50 % de ce revenu moyen en 2008.



Élevage hors sol

Stabilisation du revenu

En moyenne pour l'ensemble des élevages hors sol, le revenu par actif non salarié se replie de 3 % en 2008 après une année 2007 en forte baisse.

La valeur de la production porcine s'accroît sensiblement en 2008 après un net recul l'année précédente. Les volumes produits sont stables. Le cours du porc, qui était très bas en 2007, se redresse en 2008 (+ 12 %). La consommation résiste mieux que les autres viandes à la baisse touchant l'ensemble de la consommation de viande d'animaux de boucherie.

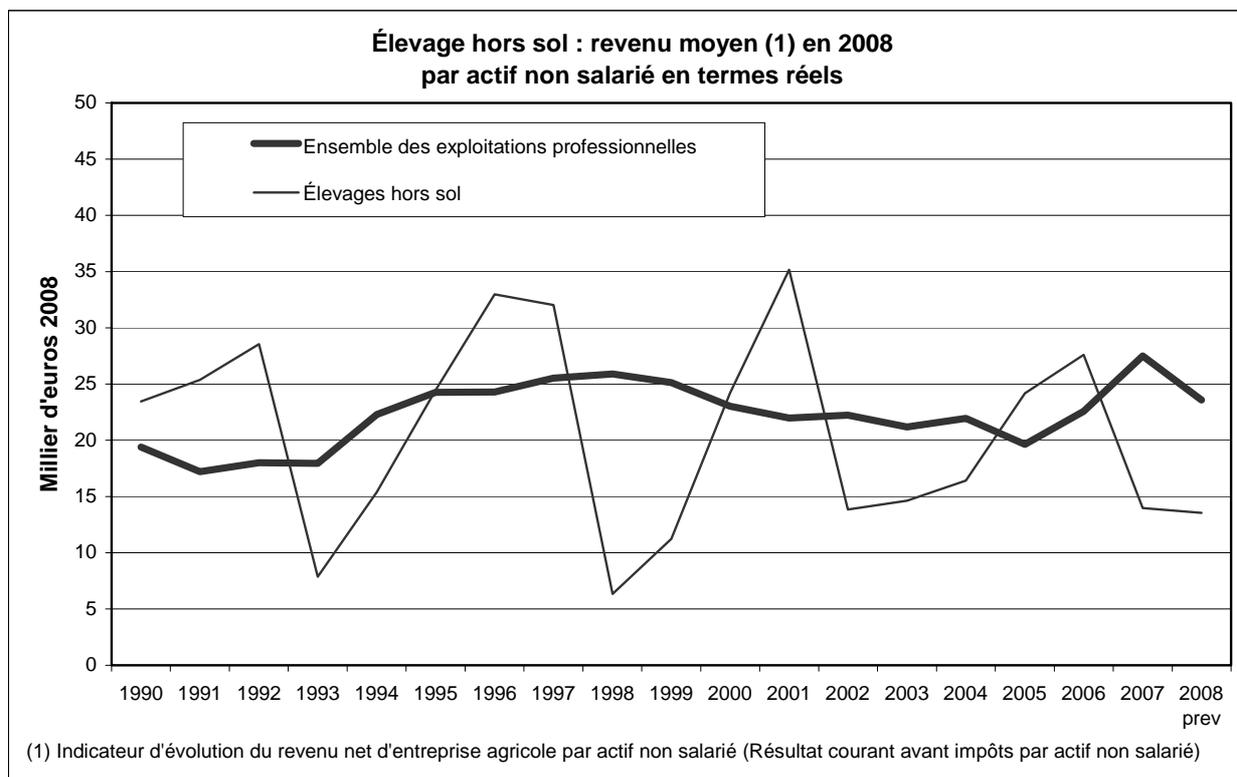
Pour la volaille, la valeur de la production augmente de 14 % sous l'effet de la hausse des prix. Le volume de la production est comparable à celui de 2007 mais reste inférieur de 8 % à son niveau de 2005 avant la crise aviaire. Les abattages de poulets progressent légèrement. En revanche, ils restent sur une tendance baissière pour les dindes. Les prix de l'ensemble des volailles croissent de 15 %. Cette hausse accusée traduit la répercussion de l'augmentation des

coûts de production, notamment de l'alimentation animale, facilitée par la forte intégration de la filière.

Les mises en place de poulettes de ponte sont stables au premier semestre 2008. Elles ralentissent depuis juin. Le volume de la production d'œufs se stabilise. Face à l'offre modérée, les prix sont fermes et dépassent de 6 % leur niveau de 2007.

Le renchérissement du coût de l'alimentation animale pèse sur les charges d'approvisionnement qui s'accroissent de 14 % en valeur.

En grande partie compensée par la hausse des prix de la production, la forte hausse des charges n'a pas entraîné de forte baisse de revenu pour l'ensemble des exploitations hors sol. Toutefois, celui-ci demeure à un point bas voisin de celui de 2002. Cette moyenne recouvre une situation toujours très difficile pour l'élevage porcine et une conjoncture plus favorable pour les élevages avicoles.

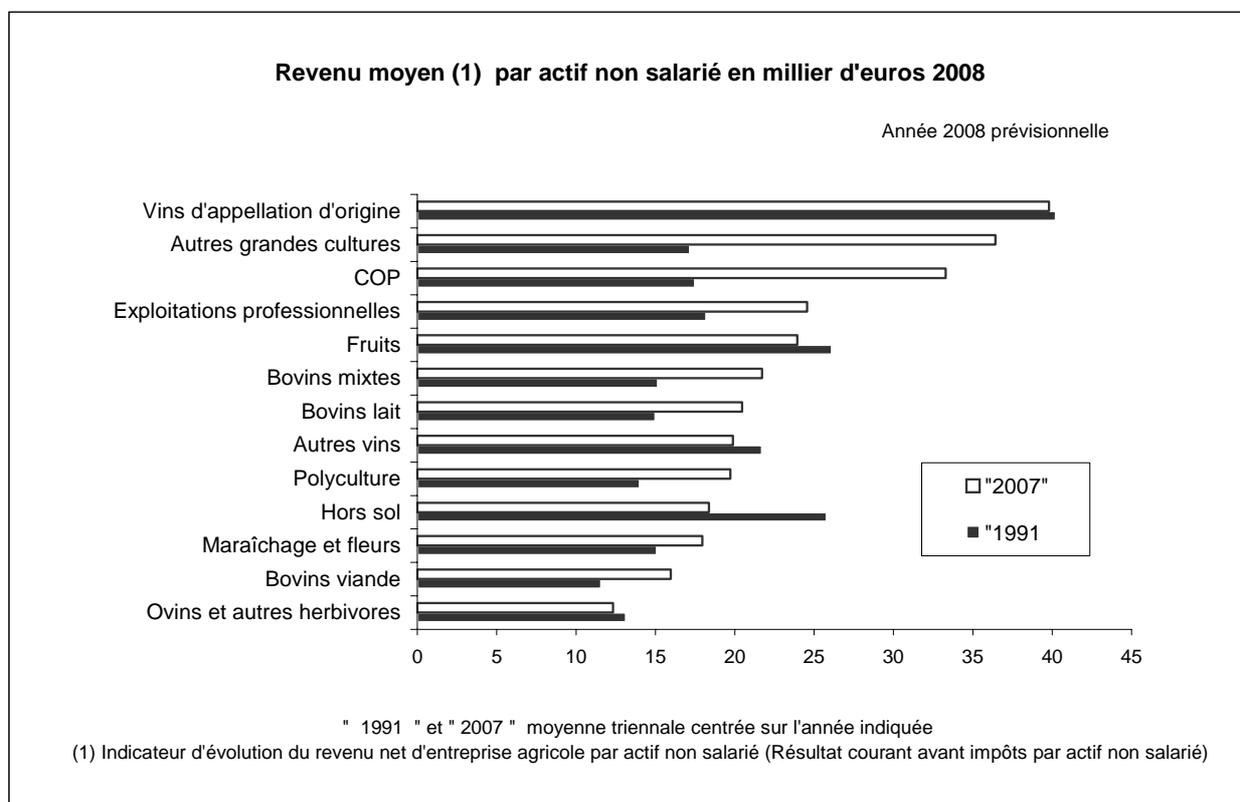


Disparités et évolutions à long terme du revenu

Malgré la baisse marquée de 2008, l'évolution du revenu agricole moyen par actif reste positive sur longue période : + 1,9 % par an, en termes réels, entre 1990 et 2008, pour l'ensemble des exploitations professionnelles. Mais les situations sont variables selon les spécialisations. Les exploitations hors sol enregistrent sur cette période une baisse sensible de leur revenu (- 2,1 % par an). Les exploitations d'arboriculture fruitière et de viticulture courante voient aussi un recul de leur revenu (- 0,5 %). L'évolution est plus favorable pour les exploitations de grandes cultures dont le revenu augmente de près de 4 %, grâce aux bons résultats de 2006 et 2007. Les exploitations maraîchères et horticoles bénéficient également d'une légère hausse tendancielle (+ 1,1 %). Le revenu des exploitations d'élevage bovin reste orienté à la hausse depuis 1990 (+ 2 %) malgré les difficultés actuelles. La situation est défavorable pour les ovins et autres herbivores (- 0,4 %).

En conséquence, les exploitations d'élevage hors sol qui avaient un revenu nettement supérieur à la moyenne des exploitations professionnelles voient celui-ci chuter : de 40 % supérieur à cette moyenne

en 1990-1992, il lui est maintenant (moyenne des années 2006 à 2008) inférieur de 25 %. Les exploitations de viticulture courante connaissent une situation semblable : leur revenu qui dépassait la moyenne de 19 % lui est maintenant très inférieur (- 19 %). Le revenu des exploitations fruitières qui dépassait lui aussi la moyenne de 40 % lui est désormais un peu inférieur. Le revenu des exploitations de grandes cultures avoisinait la moyenne en 1990-1992, il la dépasse aujourd'hui très largement : + 39 %. La situation des exploitations d'élevage herbivores et de maraîchage est nettement moins favorable. Comme au début des années 1990, le revenu des exploitations laitières et bovins viande se situe respectivement à 20 % et 35 % au-dessous de la moyenne. Quant aux exploitations ovines et caprines leur revenu ne représente plus que 50 % de la moyenne contre 72 % auparavant. Pour les exploitations maraîchères la détérioration est moindre : la différence par rapport à la moyenne passe de 17 % à 27 %. Les exploitations de viticulture d'appellation constituent une exception : leur revenu très au dessus de la moyenne en 1990-1992 le demeure mais s'est cependant très nettement réduit.



Annexes chiffrées

Tableau 1 : Indicateur d'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en 2008

Tableau 2 : Indicateur de disparités du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié (Résultat courant avant impôts par actif non salarié)

Tableau 3 : Indicateur d'évolution du revenu net d'entreprise agricole (résultat courant avant impôts par actif non salarié) en termes réels (indices 1990 = 100)

Résultats pour l'ensemble des catégories d'exploitations

Tableau 1 : Indicateur d'évolution du revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié selon les catégories d'exploitations (résultat courant avant impôts par UTANS)

	Résultat courant avant impôts par UTA non salariée en termes réels, en % annuel						Niveau moyen (ensemble des exploitations professionnelles = 100)	
	Evolutions annuelles moyennes (%)						"1991"	"2007"
	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2008/"2006":	"2007"/"2004"	"2007"/"1991"		
Ensemble des exploitations professionnelles	15,1	21,8	-14	0,8	5,5	1,9	100	100
Céréales, oléagineux, protéagineux	40,5	94,1	-37	0,2	17,1	4,1	96	136
Autres grandes cultures	41,4	31,9	-25	-0,7	9,5	4,8	94	148
Ensemble grandes cultures	38,0	69,6	-33	-0,5	13,8	3,5	108	139
Maraîchage et fleurs	-6,9	-10,6	-16	-12,8	-3,9	1,1	83	73
Viticulture d'appellation	-8,3	29,9	2	8,2	2,9	-0,1	221	162
Autre viticulture	56,6	31,8	15	24,1	3,0	-0,5	119	81
Ensemble viticulture	-2,8	30,6	3	10,1	2,9	-0,2	198	143
Arboriculture fruitière	155,7	-8,7	-26	-5,9	6,9	-0,5	143	97
Bovins lait	-2,1	5,8	23	12,7	4,0	2,0	82	83
Bovins viande	12,1	-29,4	-32	-25,3	-7,6	2,0	64	65
Bovins mixtes	3,4	2,3	9	5,6	4,4	2,3	83	88
Ovins et autres herbivores	18,4	-11,8	-10	-6,7	-0,3	-0,4	72	50
Hors sol	14,1	-49,3	-3	-21,4	-0,1	-2,1	142	75
Polyculture	20,3	38,0	-27	-2,9	3,4	2,2	77	80
Elevage et culture	16,4	25,1	-6	6,3	8,4	3,8	74	99

"N" = moyenne des années N-1 à N+1.

Source : SSP, comptes nationaux par catégorie d'exploitations

Tableau 2 : Indicateur de disparités du revenu net d'entreprise agricole moyen par actif non salarié (Résultat courant avant impôts par UTANS) selon les catégories d'exploitations

	VALEUR MOYENNE PAR UTANS EN MILLIERS D'EUROS COURANTS																		
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 prév
Ensemble des exploitations professionnelles	14,3	12,9	13,8	14,0	17,7	19,5	19,8	21,1	21,6	20,9	19,4	18,9	19,6	19,0	20,0	18,3	21,5	26,9	23,6
Céréales, oléagineux, protéagineux	11,4	14,7	13,4	15,0	19,7	25,9	27,2	27,6	24,2	22,3	20,8	16,6	20,1	20,7	20,2	15,9	22,9	45,5	29,3
Autres grandes cultures	13,3	13,0	12,5	16,5	22,6	24,6	25,4	24,2	27,0	26,6	23,3	26,2	22,3	29,1	25,0	21,7	31,4	42,5	32,8
Ensemble grandes cultures	14,6	15,3	14,4	17,8	23,9	26,5	27,9	27,8	26,4	23,7	21,6	19,8	20,8	23,4	21,7	18,0	25,5	44,2	30,1
Maraîchage et fleurs	12,0	13,0	9,0	9,4	12,9	15,3	18,0	16,4	18,6	16,1	21,2	19,3	23,1	20,6	14,4	20,4	19,4	17,8	15,3
Viticulture d'appellation	36,8	24,7	29,0	20,3	22,4	32,3	33,2	39,2	59,5	60,7	39,5	38,4	38,5	29,0	37,7	33,5	31,5	41,9	43,6
Autre viticulture	21,0	14,8	13,0	6,5	14,4	20,1	18,2	15,2	14,3	20,3	14,2	11,5	12,9	22,1	18,3	9,2	14,8	20,0	23,6
Ensemble viticulture	32,9	22,7	25,5	17,0	20,7	29,6	29,9	33,4	48,4	50,9	33,4	31,7	32,4	27,3	33,3	27,6	27,5	36,8	38,8
Arboriculture fruitière	22,7	24,9	11,0	6,0	13,5	11,8	15,4	17,4	19,1	10,0	14,4	19,9	20,5	25,6	17,7	10,1	26,4	24,7	18,8
Bovins lait	10,9	10,2	12,9	15,1	16,8	16,3	13,9	16,3	17,7	16,3	16,5	14,6	15,9	14,9	17,7	17,4	17,4	18,9	23,8
Bovins viande	8,3	7,5	10,4	14,4	16,8	14,7	13,2	15,9	16,4	15,3	14,7	14,8	18,7	18,5	18,7	18,2	20,9	15,1	10,6
Bovins mixtes	10,0	11,1	13,2	15,3	17,8	17,9	16,4	18,2	18,4	17,1	17,3	15,5	19,8	16,2	17,5	18,7	19,8	20,8	23,1
Ovins et autres herbivores	10,1	9,4	10,1	11,5	12,3	11,7	11,1	12,2	12,9	12,1	12,3	12,4	13,7	11,1	12,1	10,9	13,2	11,9	10,9
Hors sol	17,2	19,1	21,9	6,2	12,2	19,6	26,9	26,4	5,3	9,4	20,4	30,3	12,2	13,1	15,0	22,5	26,3	13,7	13,5
Polyculture	13,9	7,5	10,1	8,8	11,1	15,0	15,1	15,2	15,3	14,6	16,5	15,6	16,2	19,1	16,2	13,5	16,6	23,5	17,6
Elevage et culture	10,1	9,0	11,4	13,1	16,3	18,2	17,7	17,6	16,9	16,8	17,5	17,0	17,7	16,4	19,0	17,1	20,4	26,2	25,1

Source : SSP, comptes nationaux par catégorie d'exploitations

Tableau 3 : Indicateur d'évolution de revenu net d'entreprise agricole par actif non salarié en termes réels (résultat courant avant impôts par UTANS) sur longue période selon les catégories d'exploitations

	Indices 1990=100																		
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 prév
Ensemble des exploitations professionnelles	100,0	88,8	92,8	92,5	114,9	125,1	125,3	131,6	133,5	129,6	118,7	113,3	114,7	109,2	113,2	101,2	116,4	141,8	121,6
Céréales, oléagineux, protéagineux	100,0	126,8	112,6	124,1	160,0	208,1	215,2	216,3	187,9	173,4	159,1	125,0	147,7	148,9	142,9	110,3	155,1	301,0	189,4
Autres grandes cultures	100,0	95,5	90,2	116,6	157,4	169,3	172,1	162,6	179,7	177,2	152,8	168,7	139,9	179,4	151,7	129,1	182,6	240,8	181,6
Ensemble grandes cultures	100,0	102,6	94,6	114,2	151,4	166,0	171,8	169,0	159,1	143,3	128,6	115,3	118,6	130,7	119,8	97,2	134,1	227,5	151,5
Maraîchage et fleurs	100,0	106,5	72,0	73,9	100,1	116,9	135,2	121,9	137,5	119,2	154,6	137,7	161,3	141,2	97,1	134,5	125,2	111,9	94,1
Viticulture d'appellation	100,0	65,5	75,5	51,8	56,2	80,3	81,0	94,9	142,6	145,6	93,3	89,1	87,1	64,5	82,4	71,7	65,8	85,5	87,0
Autre viticulture	100,0	68,8	59,0	29,0	63,5	87,3	78,1	64,5	60,1	85,3	58,7	46,7	51,2	86,0	70,2	34,7	54,4	71,7	82,6
Ensemble viticulture	100,0	67,3	74,0	48,6	58,1	82,2	81,8	90,3	129,7	136,5	88,4	82,3	82,0	68,0	81,5	66,2	64,3	84,0	86,7
Arboriculture fruitière	100,0	107,5	46,6	25,1	55,1	47,7	61,3	68,2	74,5	39,1	55,2	74,8	75,5	92,6	63,1	35,1	89,8	82,0	61,0
Bovins lait	100,0	91,4	113,3	130,9	143,1	137,2	115,2	133,7	143,4	132,7	131,9	115,0	121,8	112,1	130,9	126,3	123,6	130,7	161,1
Bovins viande	100,0	88,8	121,0	164,1	188,7	163,3	144,5	171,9	175,3	163,5	154,9	153,3	189,3	183,6	182,7	173,8	194,9	137,6	94,1
Bovins mixtes	100,0	109,2	126,6	144,4	165,1	164,5	148,3	163,0	163,0	151,2	151,1	133,2	165,9	132,7	141,6	148,3	153,2	156,7	170,4
Ovins et autres herbivores	100,0	90,8	96,0	106,5	113,0	105,9	98,8	107,6	112,4	106,0	105,5	104,7	113,2	90,0	96,5	85,0	100,6	88,7	79,5
Hors sol	100,0	108,1	121,7	33,6	65,7	104,2	140,5	136,5	27,1	47,9	103,2	149,9	59,0	62,3	70,1	103,1	117,7	59,6	57,7
Polyculture	100,0	52,4	69,4	59,6	74,1	98,4	97,5	97,1	97,1	92,5	103,2	95,5	97,0	112,3	93,6	76,5	92,0	127,0	92,9
Elevage et culture	100,0	87,1	107,9	121,9	149,8	164,7	157,8	155,5	147,3	147,0	150,8	143,9	146,3	133,1	151,5	133,7	155,6	194,7	182,5

Source : SSP, comptes nationaux par catégorie d'exploitations